

une délégation chargée de prier le gouvernement fédéral de prendre l'école technique à sa charge pour y former des aviateurs militaires, mais rien ne fut fait dans ce sens. J'avais aussi demandé instamment que l'on s'occupe d'envoyer des jeunes Canadiens en Angleterre et de les aider à s'enrôler pour servir dans l'aviation royale mais, là encore, aucune mesure ne fut prise. J'ai reçu un grand nombre de lettres que je pourrais communiquer au Gouvernement ou à d'autres, et qui me disent qu'un bon nombre de ces jeunes gens, au lieu de rester oisifs et de flâner sur la rue, se sont rendus en Angleterre sur des cargos à bestiaux à dessein de s'enrôler dans l'aviation royale au cours des deux dernières années et ils sont pilotes aujourd'hui.

Je ne veux pas monopoliser plus longtemps l'attention de la Chambre, mais je suis convaincu que les jeunes gens de ce pays qui désirent s'engager dans l'armée devraient savoir une fois pour toutes pour combien de temps ils s'enrôlent et s'ils vont à l'armée pour défendre le pays ici même ou pour servir à l'extérieur. Un grand nombre d'entre eux ne tiennent pas à s'enrôler pour la défense du pays car ils disent, comme je le soutiens moi-même, que c'est une chose inexistante. Si la Grande-Bretagne et la France sont battues sur le Rhin, là-bas, c'en est fait de la défense de notre pays. A mon avis, on devrait renseigner nos jeunes gens sur la solde qu'ils toucheront, sur la durée de leur service, sur les vêtements qu'on leur donnera et leur dire s'ils recevront une pension quelconque. Tous ces renseignements-là devraient être donnés de façon non équivoque afin que nous ne voyions pas se répéter ce qui s'est passé lors de la dernière guerre, alors que nos soldats, après avoir quitté leur foyer et leur famille pour aller combattre outre-mer, se sont vus, à leur retour, en proie au chômage et incapables d'obtenir la moindre assistance ou pension de l'Etat. Ce que le premier ministre a dit est sans doute exact; je l'ignore car tous les documents n'ont pas été déposés. Je suis d'avis qu'on devrait utiliser ces 100 millions suivant un plan bien établi et que pas un seul dollar ne devrait être dépensé autrement que sur l'avis et qu'à des fins de coopération et de coordination avec la mère patrie. Si on ne le fait pas, ce sera de l'argent gaspillé. Il faut aussi prendre certaines mesures contre la menace terrible des sous-marins. Comment nous y prendrons-nous pour expédier des vivres outre-mer si des sous-marins attendent les navires pour les couler? Lors de la dernière guerre, la Grande-Bretagne n'avait à surveiller que l'océan Atlantique; maintenant il lui faut patrouiller les sept océans et elle possède moins de navires. Sur quatre navires, un ne revenait pas, et il a fallu établir un système rigoureux de rations.

[M. Church.]

Quand M. Chamberlain présenta à la Chambre des députés d'Angleterre le projet de loi concernant l'entraînement militaire, il fit connaître aux intéressés les conditions régissant leur enrôlement. Ce projet de loi fut présenté le 4 mai, soit une semaine après que la politique du gouvernement eût été rendue publique, et à l'époque M. Chamberlain déclara que deux cent mille hommes seulement pourraient participer à l'entraînement cette année. Pendant que les dictateurs pouvaient conscrire des millions de soldats, l'Angleterre, sous l'autorité du bill d'instruction militaire, ne pouvait compter cette année que sur deux cent mille hommes. Puis il ajoutait, au cours de ses remarques, que le plan, au bout de trois ans, pourrait procurer huit cent mille hommes. On verra donc à quel point on a besoin de nos soldats en Europe. Il nous faudra un an, même un an et demi pour former et outiller nos militaires et produire des munitions. Actuellement nous manquons de chaussures et de vêtements pour nos recrues. Je suis au courant des conditions dans un ou deux camps; j'ai vu des régiments sans chaussures, sans outillage ou vêtements, et il faudra des mois pour les équiper convenablement. Ainsi, plus notre décision sera prompte, mieux ce sera. Personne ne proteste contre ces dépenses, mais nous demandons au Gouvernement de se mettre à l'œuvre sans tarder. Nous voulons surtout qu'il énonce clairement sa politique, que les jeunes sachent pour combien de temps ils s'enrôlent, et s'ils s'inscrivent pour la défense du pays ou pour le service expéditionnaire. Jamais l'opinion publique canadienne ne semble avoir été aussi inquiète. Tout pourrait arriver demain. Si la Grande-Bretagne et la France devaient faillir à la tâche, quelle serait l'utilité de toutes ces dépenses pour la défense du pays ici, qu'elles soient faites ou non à bon escient? La sécurité vaut beaucoup mieux que l'opulence. Lors de la dernière session certains députés ont consacré deux ou trois mois à l'étude du crédit social. C'était leur plein droit, mais si nous ne nous protégeons pas contre ces dictateurs il n'y aura plus ni crédit social ni aucune sorte de crédit, et on aurait dû consacrer ce temps à la défense et à la sécurité. Peu chaut le crédit social ou tout autre crédit aux dictateurs pour ce qui est de notre pays.

Le printemps dernier et celui de l'année précédente j'ai prié le Gouvernement de dresser un inventaire national de nos forces, et il n'en a encore rien fait. Les organisations féminines nationales demandent des directives. Quelques-unes ont ouvert des bureaux, même sans autorisation, et attendent que le Gouvernement agisse, afin de dresser un véritable inventaire national. Qu'a-t-on fait? Le Gouvernement a laissé entendre qu'il pré-